



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE

Groupement enseignement général

Paris, le 29 Mars 2005

Grade : CBA
prénom nom : Laurent AMOUSSOU
groupe : C3

Fiche de Stratégie

OBJET : sujet n° 5 : l'Europe est-elle condamnée à n'avoir qu'une stratégie de sécurité ou peut-elle avoir une véritable politique de défense ?

A la fin de la deuxième guerre mondiale, les principaux belligérants que sont la France et l'Allemagne ont senti la nécessité de construire une autre Europe fondée sur la paix et le bon voisinage. Dès lors et malgré les réticences nées en France autour de la Communauté Européenne de Défense (C.E.D) en 1954, le couple franco-allemand est demeuré le moteur d'une Union Européenne qui, après avoir réussi dans le domaine économique, ambitionne de se doter d'une véritable politique de défense- un des piliers des accords de Maastricht de 1992 qui créa la monnaie unique- : la Politique Européenne de Sécurité et de Défense (P.E.S.D). L'adaptation de l'OTAN aux nouvelles exigences issues de la disparition du Pacte de Varsovie- sa rivale de la guerre froide-, les sentiments **a-militaires** qui dominent dans les populations et le choix de certains pays membres de l'Union de confier leur défense à l'O.T.A.N donc aux Etats-Unis amènent tout observateur averti à se demander si l'Europe est condamnée à n'avoir qu'une stratégie de sécurité ou si elle peut avoir une véritable politique de défense ?

L'Europe de la défense n'a pu démarré que grâce aux accords bilatéraux issus de la réunion franco-britannique de Saint Malo et elle demeure restreinte dans le rôle d'exécutant des missions dites de Petersberg à savoir : le maintien de la paix, la défense des droits de l'homme et non la prise en charge de la défense du continent européen car les dispositifs de décision dans une Union aujourd'hui à vingt-cinq membres ne lui permettent pas d'avoir une véritable politique de défense.

Afin de démontrer cette idée force, il sera étudié dans un premier temps l'impossibilité pour l'Europe, telle qu'elle est actuellement d'avoir une « véritable politique de défense ». Ensuite il sera montré comment elle peut quand même continuer à se développer en prenant en charge les problèmes de sécurité de ses populations en l'absence d'une prise en charge par l'OTAN de celle-ci.

I-IMPOSSIBLE VERITABLE POLITIQUE EUROPEENNE DE DEFENSE

Depuis la guerre froide et malgré la menace que constituait le Pacte de Varsovie plusieurs pays européens avaient confiés la défense du continent à l'Alliance Atlantique consolidée en 1949 par le Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (O.T.A.N). Dans cette alliance et sous la responsabilité des Etats-Unis les décisions en ce qui concernent la défense de l'Ouest du continent étaient prises .A la chute de l'empire soviétique et de ses satellites,

les pays membres de l'O.T.A.N ont tout simplement réorienté l'Organisation en lui donnant les moyens juridiques de pouvoir continuer à exister malgré la disparition de sa principale raison d'être. Il est important de signaler que la guerre effroyable qui eu lieu dans l'ancienne Yougoslavie en général et plus particulièrement au KOSOVO a véritablement contribué au renforcement du maintien de cette institution car comme on le dis souvent : « On ne change pas une équipe qui gagne ».

Il ne faudrait pas perdre de vue le fait que l'Union Européenne , aujourd'hui , est un ensemble au niveau militaire de vingt-cinq ministères de la défense (avec toutes les structures y afférentes) et que les décisions au COPS- Comité Politique et de Sécurité et à l'EMUE- Etat-Major de l' Union Européenne doivent obligatoirement être prises à l'unanimité. Dans une telle situation, les chances que les points de vues de la France et de la Suède ou de la Lituanie soient concordants sur un problème de défense sont très minimes. C'est pourquoi il est aisé de constaté qu' avant de connaître un véritable essor et une indispensable indépendance, la P.E.S.D doit se débarrassé d'un nombre non négligeable de pesanteurs et les pays n'ont pas les mêmes problèmes car comme les représentants de certains pays : « **nous choisissons l'Union pour l'argent et l'OTAN pour la défense commune** » et comme l'a montré la division de l'Europe au sujet de la guerre contre Saddam Hussein en 2003 : « **les conflits justifient les coalitions** » .

De plus un facteur essentiel d'une politique de défense est la détermination de l'ennemi et depuis la chute du mur, l'ennemi est de moins en moins perceptible. L'Europe ne risque plus d'enregistrer une invasion par les chars soviétique à l'Est de sa frontière car presque tous les pays qui pouvaient le faire avec « le grand frère Russe » sont aujourd'hui membres de l'OTAN, de L'UE ou en voie de l' être. Les populations sont de moins en moins difficiles à mobiliser pour faire des sacrifices sur le plan de la défense et les exigences du « pacte de stabilité » aidant, les budgets militaires sont fortement en baisse dans tous les pays de l'Union. A l'heure actuelle, l'Europe, comparée aux Etats-Unis n'a pas les moyens de se doter d'une véritable politique de défense et hormis seulement la France (qui en veut vraiment) les divergences des politiques nationales en matière de défense ne montrent pas une véritable ambition des pays européens à aller dans cette direction même si quelques actions (Agence Européenne pour l'Armement, Opérations CONCORDIA et ARTHEMIS) existent.

Enfin une politique de défense, doit aussi s'appuyer sur la dissuasion nucléaire parce que la France et la Grande Bretagne disposent de l'Arme Nucléaire. Dans ce domaine, en l'absence de toute vision politique réellement affirmée pas l'Union, il semble impossible de savoir comment mettre ces armes à la disposition de cette institution. En effet, même le projet de constitution soumis à référendum actuellement en France, ne dis rien sur quelle Europe sera construite. « **Europe Puissance** » ou « **Europe, large zone de libre échange** » ? Nul ne semble avoir la réponse.

En somme, seule une Europe Puissance, si c'est elle qui est recherchée par la construction actuellement en cours peut un jour, sous réserve d'une harmonisation des positions au sein de l'organisation, avoir une véritable politique de défense en réglant les problèmes de budgets et en se dotant de tous les attributs de puissance proportionnelle à sa place et son poids dans le monde. En attendant, elle est condamnée à n'avoir qu'une stratégie de sécurité.

II-P.E.S.D, LES MISSIONS DE PETERSBERG ET LA SECURITE INTERIEURE

Il était logique que l'OTAN disparaisse en 1991 suite à la disparition de sa rivale , le Pacte de Varsovie mais les membres de l'Alliance, surtout les plus petits ont lutté avec leurs énergies pour maintenir ce qui apparaît comme le **parapluie américain** en matière de défense du continent européen.

L'OTAN s'est donc réorganisée en 1993 et a pris en charge la défense collective du continent européen et a attribué à la PESD naissante les missions dites de Petersberg consistant à assurer le respect des droits de l'Homme partout sur la planète, gérer les crises et conflits et maintenir, imposer ou rétablir la paix sous le mandat de l'ONU, de l'OSCE ou de l'UE. L'Europe s'occupe donc de régler les problèmes liés aux conflits dits périphériques suite au « **rapport Brahimi** » sur la gestion des crises par l'ONU. L'Europe s'est donc fixé pour objectif de mettre au point une force de 60.000 hommes projetables dans un délai de 60 jours sur tout théâtre pour une durée de 12 mois minimum.

En fait, tout se passe comme si l'Europe doit désormais devenir, en quelque sorte, le bras armé de l'ONU ou des organisations internationales dans l'exécution des résolutions tandis que l'OTAN, en cas de besoin, s'occupe des problèmes qui pourraient se poser sur le sol européen comme ce fut le cas au KOSOVO en 1998.

Avec le 11 Septembre américain et le 11 Mars Espagnol et Européen, les problèmes de sécurité des populations se posent avec plus d'acuité car à l'inverse de ce qui se passait pendant la guerre froide, l'ennemi ne peut être facilement identifié, aucun pays développé n'est à l'abri d'une éventuelle action destabilisatrice de sa part et chaque pays d'abord l'Union dans son ensemble ensuite doivent prendre les dispositions pour protéger les populations car les forces armées ne semblent pas adaptées dans la lutte contre cette nouvelle forme de guerre. L'union a ainsi trouvé un responsable pour la lutte contre le terrorisme et créé un « **SITCENT** » (**Centre de situation**) et essayé de coordonner les actions des polices à travers « **EUROPOL** ». De plus, depuis Octobre 2004 les pays européens qui disposent de force de **Gendarmerie** ont décidé de créer un corps européen dans ce domaine en vue de leur permettre de travailler ensemble dans la lutte contre le terrorisme et l'insécurité.

En fait, tout se passe comme si, l'Europe a confié sa défense à l'OTAN c'est-à-dire les Etats-Unis et sa Politique Européenne de Sécurité et de Défense ne s'occupera que de gérer les problèmes de sécurité intérieure à l'échelle du continent ainsi que les missions qui réellement sont toujours acceptées par les populations européennes à savoir : faire respecter les droits de l'homme, maintenir la paix et assurer la gestion des crises.

CONCLUSION

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les européens ne semblent pas vraiment se faire confiance quand il s'agit de régler les problèmes liés à leur défense collective. Pendant la guerre froide et suite au refus de la CED par les français, ce n'est qu'en 1999, qu'une véritable idée de défense a conduit à la naissance de la PESD et la disparition en 2004 de l'Union de l'Europe Occidentale. Cette PESD, loin d'être un cadre de recherche et de définition d'une véritable politique de défense ne s'occupe que des missions à elle confiées par l'OTAN qui reste incontournable dans la défense collective du continent. La sécurité intérieure des populations européennes ne faisant l'objet d'aucune contradiction entre les pays de l'Union, grand ou petit et les missions de Petersberg aussi étant des missions de sécurité, la PESD reste contrainte à n'avoir, pour l'instant en tout cas, à n'avoir qu'une stratégie de sécurité.

En fait, omnibulés par les progrès économiques, les européens ne savent pas encore où s'arrête l'Europe, ni quelle Europe ils veulent. Ne faudrait-il pas répondre à ces deux questions avant de penser à une éventuelle politique de défense ?

